

MINISTERE DU COMMERCE

DIRECTION NATIONALE DU COMMERCE
ET DE LA CONCURRENCE

UNITE DE MISE EN ŒUVRE DU CADRE INTEGRE

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But- Une Foi



AGENCE PARTENAIRE: PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE
DEVELOPPEMENT
(PNUD)

RAPPORT D'AVANCEMENT STANDARD 2013

PROJET : APPUI AU CADRE INTEGRE DU COMMERCE
N° ATLAS MALI 10-00074513

PERIODE DE RAPPORTAGE : DU 1^{ER} OCTOBRE au 31 DECEMBRE 2013

Unité de Mise en Œuvre du cadre Intégré (UMOCI)

Décembre 2013

SIGLES ET ABBREVIATIONS

CNUCED	Conférence des nations Unies sur le Commerce et le Développement
CPAP	Plan d'Action du Cadre de Coopération
CSCR	Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
DNCC	Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence
EDIC	Etude Diagnostique pour l'Intégration du Commerce
FENATRA	Fédération Nationale des Transformation des Produits Agroalimentaires
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
PNUAD	Plan des Nations Unies pour l'Aide au Développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SCAP	Stratégie Commune d'Assistance Pays
SCM	Système Commercial Multilatéral
UMOCI	Unité de Mise en Œuvre du Cadre Intégré
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les Services d'Appui aux Projets

I.OBJET :

1. Rappel du contexte et de la justification du projet :

Compte tenu des résultats probants enregistrés par les pays bénéficiaires du Cadre Intégré, la Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Hong Kong en Chine en Décembre 2005 a recommandé l'accroissement des capacités dans les pays bénéficiaires par la mise à disposition des ressources additionnelles et prévisibles, entre autres, en vue de :

- renforcer les capacités des Unités de Mise en Œuvre du Cadre Intégré (Projet de la catégorie 1).

2. Objectifs du projet :

2.1. Objectif global :

L'objectif global du projet vise à développer les capacités liées à l'intégration du Mali au Système Commercial Mondial (SCM) par la mise en œuvre des actions prioritaires identifiées dans la matrice d'actions de l'Etude Diagnostique pour l'Intégration du Commerce (EDIC). Pour ce faire, il vise spécifiquement à élargir les possibilités commerciales ; répondre aux exigences du marché et s'intégrer dans le Système Commercial Mondial (SCM) pour en tirer meilleur parti.

2.2 Objectifs spécifiques :

Les objectifs spécifiques du projet sont :

- Renforcer le cadre institutionnel pour la gestion, le suivi de la mise en œuvre du Cadre Intégré ;
- Recruter le nombre approprié d'agents et former le personnel de l'Unité de Mise en Œuvre du Cadre Intégré ;
- Renforcer la coordination des activités liées au commerce ;
- Disséminer l'information commerciale ; contribuer à l'amélioration des statistiques du commerce extérieur en vue du suivi des performances commerciales;
- Former, informer et sensibiliser le secteur privé et les administrations impliquées dans le développement du commerce international sur les exigences commerciales et réglementaires des marchés ; les règles du système commercial multilatéral ;

- Contribuer à la recherche de l'assistance technique et le financement en vue de la formulation des projets de la catégorie 2 du Cadre Intégré et leur réalisation ;
- Contribuer aux réunions internationales sur le commerce et le développement.

3. Résultats attendus du projet :

Les résultats attendus du projet sont les suivants :

Résultat 1 : Renforcement des capacités de l'Unité de Mise en Œuvre du Cadre Intégré ;

Résultat 2 : Développement des capacités des secteurs public et privé en vue de répondre aux exigences commerciales et réglementaires des marchés internationaux (renforcement des capacités d'offre) ;

Résultat 3 : Augmentation de la contribution du gouvernement en vue de la mise en œuvre d'initiatives visant à accroître l'offre de produits sur le marché international

Résultat 4 : augmentation du volume des appuis technique et financier des partenaires et leur utilisation rationnelle en vue de la réalisation des actions de la matrice de l'EDIC ;

Résultat 5 : Actualisation de l'EDIC, mis à jour de sa matrice d'actions et inventaire des actions menées dans le cadre de l'Assistance liée au commerce et évaluation de l'Aide pour le commerce ;

Résultat 6 : Formulation des projets de la catégorie 2.

4. Liens avec l'UNDAF et soutien aux objectifs de développement nationaux (CSCR et OMD)

Les résultats attendus du projet ont un lien avec les objectifs prioritaires du Gouvernement à travers:

- Cadre/ Résultats CSCR (2012-2017) 1^{er} Axe prioritaire d'intervention : « Promotion d'une croissance accélérée, durable, favorable aux pauvres et créatrice d'emplois et d'activités génératrices de revenus ».

Ces objectifs concordent avec ceux des PTF découlant du:

- **CADRE/ RESULTAT UNDAF (2008-2012) :** « Lutte contre la pauvreté et Atteinte des OMD»

L'UNDAF2013-2018 n'est pas encore validé. L'UMOCI a été impliquée dans le processus d'élaboration du Plan d'Aide au Développement des Nations Unies (UNDAF 2013-2018). Le document UNDAF 2013-2018 n'est pas encore disponible. Il a été suspendu suite au coup d'Etat de mars 2012.

- **PRODUIT UNDAF 2.2.1** « Les capacités et les systèmes de gestion des structures nationales sont renforcés pour une meilleure appropriation/mise en œuvre des programmes nationaux ». Le secteur privé malien bénéficie d'un cadre intégré du commerce renforcé
- **PRODUITS CPAP (2008-2012) ESCOMPTE** : « La coordination et le reportage de l'Aide extérieure sont améliorées /Les ressources du Cadre Intégré du Commerce sont mobilisées et utilisées efficacement ».

5. Les principaux partenaires d'exécution :

Les modalités d'exécution du projet sont celles dites de « l'Exécution Nationale » par le Ministère chargé du Commerce à travers l'UMOCI placée sous la supervision du Directeur National du Commerce et de la Concurrence. L'UNOPS est le gestionnaire de fonds et le PNUD est le partenaire stratégique.

II - RESSOURCES :

1-Budget total du projet :

Budget annuel 2013:386 377 634 FCFA répartis comme suit :

- Fonds multilatéral : 274 662 808 FCFA
- Budget d'Etat : 111 714 826 FCFA

Les activités de la Catégorie 1 ont été entièrement financées par le Fonds multilatéral. Cela est dû aux contraintes liées à la mobilisation de la contrepartie nationale liées à la crise du pays.

2-Ressources disponibles :

Les ressources sont allouées :

- trimestriellement par l'UNOPS, gestionnaire de fonds d'affectation spéciale du CIR
- annuellement au cours de l'arbitrage budgétaire en ce qui concerne la contribution du budget d'Etat.

3-Contributeurs/ Donateurs :

Le projet est principalement financé par le Fonds d'Affectation Spéciale du Cadre Intégré Renforcé et le Budget d'Etat.

III- RESULTATS

1-Degré de progrès vers les effets/niveau de réalisations des produits

- Le personnel de l'UMOCI est motivé ;
- Les capacités du personnel sont renforcées ;
- Les capacités des acteurs des secteurs privé et public sont développées ;
- Le mémorandum d'accord pour la mise en œuvre du Projet Gomme arabique est signé ;
- Le Mali a participé à la 9^{ème} Conférence ministérielle de l'OMC à Bali en Indonésie ;
- Les expériences en matière de mise en œuvre du Cadre Intégré sont partagées.

2-Les principales activités menées et les réalisations :

2.1 Renforcement des capacités et fonctionnement de l'UMOCI:

Le fonctionnement de l'UMOCI est assuré et le personnel est motivé.
Le personnel de l'UMOCI n'a suivi aucune formation en 2013.

2.2 Appuyer la Cellule de Planification et de Statistique (CPS) du Ministère du Commerce : Atelier de validation de l'annuaire statistique du secteur commerce, Industrie, Artisanat, Emploi et Promotion des Investissements privés:

L'atelier de validation de l'annuaire statistique 2011 s'est tenu le 5 juin 2013 à Bamako. Il a regroupé les représentants des structures du secteur, la société civile, les PTF et l'ensemble des structures du Système Statistique National.

Lors de l'atelier, l'annuaire statistique a été présenté autour des points suivants : le contexte, la méthodologie, les indicateurs importants des sous-secteurs, les statistiques des sous-secteurs, les difficultés rencontrées et les recommandations formulées.

Le contexte du document a porté sur la mise en œuvre du Schéma Directeur de la Statistique (SDS) ; les missions de la CPS et l'alimentation de la base de données socioéconomique du Mali.

La méthodologie a porté sur le processus d'élaboration de l'annuaire qui se fait en différentes phases à savoir la collecte, le traitement et l'élaboration du rapport provisoire et la validation du document en trois (3) étapes (interne au niveau de la CPS, externe avec les structures du secteur et élargie avec les structures du Système Statistique National).

Il faut retenir certains indicateurs importants du secteur : 74 indicateurs dont 9 pour le commerce, 15 pour l'industrie, 27 pour l'emploi et la formation professionnelle, 18 pour l'artisanat et le tourisme et 5 pour la micro finance.

Par rapport aux statistiques par sous-secteur, les informations sont structurées dans le document de l'annuaire.

Les difficultés rencontrées portaient notamment sur les problèmes liés entre autres : au financement de l'Annuaire, à la disponibilité des données à temps réel et au renforcement des capacités des ressources humaines.

2.3 Contribuer au démarrage de l'Agence pour la Promotion des Exportations du Mali (APEX-Mali) : acquisition des équipements de bureaux de l'APEX-Mali :

L'APEX-Mali est un établissement public à caractère administratif sous l'égide du Ministère chargé du commerce. Elle a pour mission de développer l'exportation des biens et service maliens.

L'Unité de Mise en Œuvre du Cadre Intégré (UMOCI) avait réalisé l'étude de faisabilité et le Plan opérationnel pour la création de l'APEX et financé l'organisation d'un atelier de renforcement des capacités sur la promotion des exportations.

Pour le démarrage de ses activités, l'UMOCI a financé l'acquisition des équipements de bureaux de l'APEX-Mali.

2.4 Appuyer le Comité de suivi des accords de l'OMC et des relations avec la CNUCED : Financement de l'Atelier de renforcement des capacités sur les Obstacles Non Tarifaires (ONT) organisé par la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence (DNCC), du 29 au 30 avril 2013 à Bamako :

Dans le cadre du renforcement des capacités des membres de la Commission Nationale de Suivi des Accords de l'OMC et des Relations avec la CNUCED, l'Unité de Mise en Œuvre du Cadre Intégré (UMOCI) a appuyé la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence (DNCC) à travers l'organisation d'un atelier de formation sur « les Obstacles Non Tarifaires (ONT), les 29 et 30 avril 2013 » à Bamako.

L'atelier avait pour objectif d'aider les participants à mieux connaître et comprendre l'impact des ONT sur nos échanges, à travers les thèmes portant sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) ; les Règles d'Origine (RO); les Obstacles Techniques au Commerce (OTC) et le contrôle routier au Mali : les postes de contrôle routier et les pratiques illicites.

2.5 Organiser les réunions du cadre institutionnel du CIR (réunions Comité de Pilotage et Comité Interministériel de suivi) :

- Réunion du Comité de pilotage du Cadre Intégré du commerce et de l'Aide pour le commerce, le 08 mai 2013 à Bamako :

Présidé par le Secrétaire Général du Ministère du Commerce et de l'Industrie, l'ordre du jour du Comité de Pilotage portait sur les rapports d'activités 2012 et le programme d'activités 2013

des projets du Programme Cadre Intégré du commerce. Les projets sont, notamment, l'Unité de Mise en Œuvre du Cadre Intégré ; le Projet d'Appui aux Filières Agroalimentaires d'Exportation (FIAGRO), le Projet de l'Unité de Transformation des Fruits de Yanfolila (UTRAFRUY) et le Projet d'Appui au Cadre Intégré du commerce (Catégorie 1).

A la fin de la réunion, les recommandations suivantes ont été formulées :

- Veiller au respect de la programmation budgétaire pour éviter les écarts, notamment les dépenses non programmées ;
 - Elaborer une stratégie de communication du Cadre Intégré ;
 - Poursuivre les efforts pour la désignation d'un nouveau facilitateur ;
 - Tenir les sessions du Comité de Pilotage régulièrement ;
 - Faire figurer les états financiers dans les rapports à venir ;
 - Lever le blocage de la cosignature des chèques.
- Réunion du Comité de pilotage du Cadre Intégré du commerce et de l'Aide pour le commerce, le 03 juillet 2013 à Bamako :

La réunion du Comité de pilotage du Cadre Intégré du Commerce et de l'Aide pour le Commerce était présidée par le Secrétaire Général du Ministère du Commerce et de l'Industrie, représentant le Ministre, Président du Comité de Pilotage.

La réunion s'est déroulée comme suit :

- adoption de l'ordre du jour de la réunion ;
- présentation des points inscrits à l'ordre du jour, suivi des débats.

Les points inscrits à l'ordre du jour portaient sur l'examen et la validation des documents suivants:

- le Compte rendu de la réunion du Comité de pilotage, du 8 mai 2013 ;
- les plans de travail révisés du Projet d'Appui au Cadre Intégré du commerce (Catégorie 1) ;
- le plan de travail révisé de l'An1 du Projet de Renforcement des Capacités Productives et Commerciales de la Filière Gomme arabique ;
- le document de projet de renforcement des capacités de l'Unité de Transformation de Yanfolila (UTRAFRUY) ;
- les plans de travail 2014 et 2015 du Projet d'Appui aux Filières Agroalimentaires d'Exportation (FIAGRO).

A l'issue de la réunion, les conclusions suivantes ont été retenues :

- le Comité de pilotage a validé tous les documents inscrits à l'ordre du jour sous réserve de la prise en compte des observations;
- les structures intéressées ont été invitées à élaborer et à transmettre des projets au Secrétariat Exécutif du Cadre Intégré pour financement ;
- l'UMOCI est chargée de transmettre les modèles de présentation des projets de la Catégorie 2 et des études de faisabilité aux membres du Comité de pilotage ;

- l'UMOCI est chargée de prendre en compte les observations faites sur le document de projet de Yanfolila.

Les compte-rendus de deux réunions du Comité de pilotage sont disponibles.

2.6 Elaborer des études et projets de la Catégorie 2 du Cadre Intégré : Formuler des projets de la catégorie 2 :

2.6.1 Formulation des projets de la Catégorie 2 :

- Mise en œuvre du Projet de Renforcement des capacités productives et commerciales de la filière gomme arabique au Mali

Le mémorandum d'accord pour la mise en œuvre du projet a été signé entre le Gouvernement du Mali et l'UNOPS en septembre 2013. Le premier décaissement du fonds multilatéral a été reçu, soit 250 millions de FCFA.

Un programme de démarrage du projet est mis en place. Les TDR relatifs au recrutement du Responsable financier et de l'Equipe de Consultants pour la mise œuvre du projet sont élaborés. Des séances de travail ont eu lieu avec la Direction des Finances et du Matériel (DFM) et la Direction des Ressources Humaines (DRH) sur le démarrage du projet.

- Reformulation du Projet de renforcement des capacités de l'Unité de Transformation des Fruits de Yanfolia (UTRAFRUY) :

Le projet vise la réalisation des activités complémentaires du projet de création d'une Unité de transformation des fruits au profit des femmes de la Coopérative « DJIGUIYA » dans le cercle de Yanfolila. Cela se traduit par l'augmentation durable des revenus des femmes par l'accroissement des exportations des produits locaux transformés.

Il s'agit spécifiquement de :

- renforcer les capacités des femmes de la Coopérative ;
- répondre aux exigences commerciales et réglementaires des marchés ;
- rechercher des distributeurs au niveau international ;
- accroître le volume des exportations des fruits transformés.

Le document de projet a été validé par le Comité de pilotage en sa réunion du 03 juillet 2013. Il a été soumis à l'UNOPS et au SE du CIR pour observations techniques.

- Actualisation du Projet de développement de la filière Karité (PRODEFIKA)

L'objectif du Projet est de contribuer à l'amélioration des revenus des acteurs directs de la filière karité et à la réduction de la pauvreté au Mali par l'exploitation rationnelle et l'exportation des produits du karité. Il vise spécifiquement à :

- Organiser et bien structurer la filière
- Elaborer et mettre en œuvre une stratégie d'information et de promotion commerciale pour faciliter l'accès aux marchés internationaux
- Produire de la qualité et accroître la valeur ajoutée des produits exportables
- Renforcer les infrastructures de conditionnement, de stockage/conservation, de transformation et la logistique de transport
- Faciliter l'accès des acteurs de la filière au financement et améliorer les services rendus par les intervenants

Le Projet fera l'objet d'examen et de validation par Comité de Pilotage avant de le soumettre au SE et à l'UNOPS.

2.6.2 Réalisation des études : Actualisation du Guide de l'Exportateur :

Dans le cadre du développement des exportations, plusieurs initiatives gouvernementales ont vu le jour, visant toutes à informer, assister, appuyer, conseiller, accompagner les exportateurs et contribuer au renforcement des capacités des cadres des sociétés et des entreprises vouées à l'exportation . L'élaboration et la diffusion d'un guide de l'Exportateur rentre dans ce cadre.

Le guide de l'Exportateur a été élaboré en 2005. Il est conçu pour :

- aider les exportateurs de produits maliens à connaître l'environnement et les principes généraux des exportations au mali ; « le contexte des exportations au Mali », comprendre la réglementation et les procédures d'exportation ; « comment procéder pour exporter » ;
- partager avec les exportateurs des informations sur la notions et techniques de base relatives à l'exportation ; « comment réussir votre opération d'exportation »

Un Consultant national a été recruté par l'UMOCI pour actualiser le Guide. Reste à éditer le document pour la publication.

2.6.3 Elaboration du manuel des procédures administratives, financière et comptable du Cadre Intégré

Un Consultant national a été recruté pour élaborer le manuel des procédures administrative, financière et comptable du Cadre Intégré. L'élaboration du manuel a été initiée suite aux recommandations de la mission du GFAS.

Il s'agit de concevoir un manuel de règles et procédures qui décrit :

- les fiches de postes des différents organes du projet ;

- l'organisation et le fonctionnement de l'UMOCI, la gestion du personnel, la gestion budgétaire, la gestion de la trésorerie, les procédures d'achat des biens et services, la gestion des biens, les procédures comptables, la gestion des missions, le rapportage ;
- les règles, procédures et outils de gestion administrative sur la base des règles et procédures du Gouvernement, en tenant compte des orientations du cadre intégré renforcé, notamment celles du Recueil de documents du CIR et des annexes des documents des projets.

Le draft du document est disponible. Il sera partagé avec les cadres du département.

2.6.4 Elaboration des TDR relatifs à l'Evaluation à mi-parcours du Projet de la Catégorie 1

L'évaluation à mi-parcours vise à :

- évaluer l'étendue des résultats vis à vis du cadre logique du projet de Catégorie 1 ;
- évaluer la performance du programme du CIR de Catégorie 1 associée à l'utilisation des fonds, les domaines d'intervention du projet et les structures et systèmes organisationnels;
- examiner les modalités de gestion et les performances dans la gestion administrative et financière et dans l'exécution des responsabilités fiduciaires des arrangements nationaux d'exécution;
- informer sur les enseignements tirés et formuler des recommandations pour apporter des solutions fournir une justification pour l'extension du projet.

L'évaluation à mi-parcours aidera aussi à recenser les obstacles liés à l'obtention de résultats, et les résultats seront exploités en vue de préparer la deuxième phase du projet.

Les TDR ont été approuvés par le Secrétariat Exécutif du CIR et l'UNOPS. Le recrutement des Consultants qui seront chargés de faire l'évaluation à mi-parcours est prévu en janvier 2014.

2.7 Mission conjointe de supervision du Secrétariat Exécutif du Cadre Intégré Renforcé (SE/CIR) et du Gestionnaire des Fonds du CIR, du 12 au 18 mai 2013 à Bamako :

Une mission conjointe du Secrétariat Exécutif du CIR et de l'UNOPS, Gestionnaire des fonds du Cadre Intégré s'est rendue du 12 au 17 mai 2013 à Bamako au Mali.

L'objet de la mission était de superviser le Projet de la catégorie 1 et d'évaluer des conditions de mise en œuvre du Projet de catégorie 2 sur la Gomme arabique. Composée de la Coordinatrice en Chef au SE du CIR et l'Administrateur Régional de Portefeuille à l'UNOPS, la mission avait pour but de faire le point avec les différents acteurs locaux du CIR sur l'état d'avancement du Projet de la Catégorie 1 et d'apporter un soutien à son exécution et évaluer les conditions de mise en œuvre du Projet Gomme arabique.

La mission a eu une séance de travail avec l'équipe de l'UMOCI et le Point Focal du Cadre Intégré. Les échanges ont porté, entre autres, sur la prolongation du Projet de la catégorie 1, le plan de travail révisé du Projet de la catégorie 1, le plan de travail révisé pour l'An1 du Projet de la Gomme arabique, les questions fiduciaires et les procédures, l'état de mise en œuvre des recommandations relatives à la lettre de prolongation et aux missions antérieures de supervision du SE et du GFAS.

La mission a été reçue par le Ministre du Commerce et de l'Industrie. A cette occasion, le compte rendu de la séance de travail avec le Point Focal National a été fait.

Elle a également rencontré les représentants des structures suivantes :

- les Partenaires au développement avec la facilitation du PNUD ;
- la Direction de la Coopération Multilatérale/Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale ;
- la Direction Nationale de la Planification de Développement (DNPD)

Les missionnaires ont rencontré les acteurs de la gomme arabique, karité, mangue et les responsables de l'Unité de Transformation de Fruits de Yanfolila (UTAFRUY). Tous les acteurs de ces filières ont salué l'intervention du Cadre Intégré. Les acteurs de la gomme arabique ont exprimé leur impatience pour le démarrage du Projet de la Catégorie 2 sur la Gomme arabique.

2.8 Démarches entreprises pour la désignation du nouveau Facilitateur des donateurs

Pour relancer le processus de désignation du nouveau Facilitateur des donateurs, une correspondance a été adressée à la Directrice de la Coopération Multilatérale/Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale (MAECI) pour approcher l'Ambassade du Royaume de Danemark qui avait été ciblé comme nouveau Facilitateur.

2.9 Participation au 4ème Examen Global de l'Aide pour le commerce, du 8 au 10 juillet 2013 à Genève

Le 4^{ème} Examen global de l'Aide pour le commerce avait pour thème: "Se connecter aux chaînes de valeur". Le but de cette réunion de haut niveau était d'examiner comment utiliser l'aide au développement pour connecter les entreprises des pays en développement et des PMA aux chaînes de valeur.

Le Secrétariat Exécutif du Cadre Intégré Renforcé a pris part aux activités du 4^{ème} Examen global de l'Aide pour le commerce à travers l'organisation de:

- une conférence dont le thème principal portait sur le CIR : de la pensée globale à l'action locale ;
- la présentation du film du CIR : Histoires du commerce ;

- la Table ronde sur le Cap Vert ;
- l'exposition des produits provenant des pays du CIR.

Le Coordinateur National du Cadre Intégré a pris part à l'évènement.

2.10 Démarrage des travaux pour l'actualisation de l'Etude Diagnostique pour l'Intégration du Commerce (EDIC):

Dans le cadre de l'actualisation de l'EDIC, un Consultant international commis par la CNUCED a séjourné du 11 au 21 novembre 2013 au Mali. Il était chargé de la partie secteur agricole de l'EDIC.

Le Consultant international était chargé de :

- s'inspirer des études nationales de références notamment les documents du Cadre Stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté, deuxième génération, (CSLP II) ainsi que les différents documents des partenaires de développement tels que la Banque mondiale, le FAO, etc. ;
- étudier le secteur agricole et les sous-secteurs agricoles ;
- examiner les possibilités de développement de chaînes de valeur pour les produits agricoles existantes et autres produits agricoles et identifier les problèmes auxquels le développement des filières sont confrontées ;
- examiner, dans la mesure du possible, les volumes d'exportations, la chaîne d'approvisionnement des produits agricoles,
- analyser le secteur agro-industrie et plus particulièrement les problèmes auxquels il est confronté, la structuration des acteurs de l'agriculture et les moyens de financement appropriés ;
- analyser le rôle des femmes dans le secteur agricole/horticole et dans la gestion de la chaîne de traitement à la distribution/commercialisation des produits agricoles/horticoles;
- examiner les stratégies commerciales qui permettront aux exploitants agricoles à accéder à des marchés d'exports ou de substituts imports plus lucratifs;

- travailler en concertation avec le consultant national dans la collecte des données, l'organisation des réunions avec les responsables du ministère de l'agriculture et les partenaires de développement du secteur agricole.

Lors de sa mission, le Consultant a échangé avec les responsables des structures suivantes :

- le Ministère du Commerce (la Secrétaire Générale) ;
- la Direction Nationale des Productions et des Industries Animales (DNPIA)
- la Fédération Nationale de la Filière Bétail et Viande au Mali (FEBEVIM)
- la Direction des Services Vétérinaires de Santé Animale
- l'Association des Producteurs de Coton Africain (APROCA)
- la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA)
- le Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (WAAPP)
- la Mission de Restructuration du Secteur Coton
- la Cellule de Planification et de Statistique du Secteur du Développement Rural (CPS/SDR) ;
- le Centre National de Spécialisation (CNS) sur le Riz
- le Programme de Compétitivité et de Diversification Agricole (PCDA)
- l'Institut National de la Statistique (INSAT)
- l'Office de Protection des Végétaux (OPV)
- la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence (DNCC)
- la Direction Nationale de l'Industrie ;
- la Compagnie Malienne du Développement des Textiles (CMDT).

Il a échangé également avec des personnes ressources sur certaines filières, notamment le sucre et le coton.

Les Consultants internationaux seront appuyés par les Consultants nationaux recrutés par la CNUCED. Une première séance de travail a eu lieu avec le Consultants nationaux sur l'état d'avancement de leurs travaux.

Les sujets couverts par les Consultants nationaux sont :

- les filières agricoles non couvertes par le Consultant international en charge de l'agriculture ;
- Services et investissement ;
- Douane et Transit.

2.11 Voyage de partage d'expériences du Cadre Intégré du Niger, du 02 au 09 novembre 2013 au Mali.

Dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre de leur Projet de la catégorie 2 du Cadre Intégré intitulé « Projet de développement de la filière cuirs et peaux au Niger », une délégation de la République du Niger a effectué un voyage d'études à Bamako, du 02 au 09 novembre

2013 en vue de s'inspirer de l'expérience du Mali dans la mise en œuvre des Projets de développement des filières agricoles.

Ce voyage d'études visait à échanger avec les acteurs du secteur privé et les Autorités nationales du Mali sur:

- les critères de choix des filières porteuses ;
- l'organisation des secteurs de production ;
- la compétitivité et l'accroissement des échanges ;
- les projets existants dans les secteurs, l'état de mise en œuvre, l'impact attendu et les difficultés rencontrées.

La mission était composée de :

- la Secrétaire Générale Adjointe du Ministère du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé, Chef de mission ;
- un représentant du Ministère de l'Agriculture ;
- le Coordinateur national de l'Unité de Mise en Œuvre du Cadre Intégré Renforcé (UMOCIR).

Durant leur séjour, la mission a rencontré les responsables des structures suivantes :

- le Programme de Compétitivité et de Diversification Agricoles (PCDA) ;
- l'Institut d'Economie Rurale (IER)/ECOFIL
- le Ministère du Développement Rural
- la CPS/Développement rural
- les Professionnels des cuirs et peaux
- les Acteurs de la filière gomme arabique.

2.12 Participation à la 9^{ème} conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), tenue du 3 au 6 décembre 2013 à Bali en Indonésie

La Conférence ministérielle, qui est l'organe de décision suprême de l'OMC, se réunit habituellement une fois tous les deux ans. Elle rassemble tous les Membres de l'OMC, qui sont tous des pays ou des unions douanières. La Conférence ministérielle est habilitée à prendre des décisions sur toutes les questions relevant de tout accord commercial multilatéral.

A la 9^{ème} Conférence de l'OMC à Bali, des déclarations sont prononcées sur la position des pays membres sur les négociations commerciales.

En marge de la conférence de Bali, le Secrétariat du Cadre Intégré a organisé un petit déjeuner de travail ministériel du Cadre Intégré pour les PMA, le 4 décembre 2013. Deux points étaient à l'ordre du jour :

- le CIR après 2015 : feuille de route du partenariat pour des résultats concrets ;
- l'expérience et les résultats du CIR

Le Directeur National du Commerce et de la Concurrence, un représentant de la Direction Générale des Douanes et le Coordinateur National du Cadre Intégré ont participé à la Conférence.

En sa qualité de chef de la Délégation, le Directeur National du Commerce et de la Concurrence a prononcé une déclaration au nom du Mali. Dans son discours, il a fait savoir que le Mali qui est l'un des premiers bénéficiaires du financement du cadre intégré se félicite de l'engagement des donateurs à prolonger les activités du programme jusqu'en 2015. Il a informé l'assistance que grâce au Cadre Intégré Renforcé (CIR), deux filières agricoles (Mangue et Gomme arabique) sont en passe d'occuper une place de choix dans le tableau des exportations du Mali.

Il a enfin indiqué que le Mali fonde beaucoup d'espoirs sur l'Aide pour le Commerce en vue d'améliorer la qualité de ses infrastructures et de réduire les coûts de transactions commerciales.

La Directrice Exécutive du CIR a adressé une lettre de remerciement à la Délégation malienne pour sa participation au Petit Déjeuner de travail du CIR organisé en marge de la Conférence de Bali.

2.13 Activités réalisées dans le cadre de la mise en œuvre des autres projets

- appui à l'amélioration de la qualité des mangues : traitement phytosanitaire des vergers de manguiers ;
- renforcement des capacités des acteurs de la filière mangue sur les Bonnes Pratiques Agricoles ;
- acquisition des équipements aux acteurs de la filière mangue ;
- évaluation du bilan de la campagne mangue 2013 : journées de validation des statistiques de commercialisation et bilan mangue 2013 par les Comités Régionaux de l'Interprofession Mangue de Bamako, Koulikoro et Sikasso ;
- Journée nationale de validation des statistiques de commercialisation et bilan mangue 2013, le 31 octobre 2013 à Bamako ;
- Renforcement des capacités de l'UTRAFRUY (Exploitation de l'Unité).

2.6 Réunions hebdomadaires

- Conseil de cabinet du Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI) : Le Coordinateur national de l'UMOCI participe aux réunions sous la présidence du Ministre ou du Secrétaire Général du département. Participent aux dites réunions les Directeurs nationaux, les Chefs de services et les Coordinateurs de projets rattachés au département. Cela permet un partage d'informations sur les activités du programme CIR et créer une synergie d'actions avec les activités du département.

Le Coordinateur National fait le point de la mise en œuvre du Cadre Intégré.

2.7 Participation à d'autres rencontres

- Réunion de validation du Rapport national sur la mise en œuvre du Programme d'Almaty en faveur des Pays en Développement Sans Littoral (PDSL), le 18 juillet 2013 à Bamako ;
- Participation aux travaux de la première revue du CSCR 2012-2017, du 4 au 5 juillet 2013
- Réunion d'échanges entre le PNUD et le Directeur National du Commerce et de la Concurrence, le mercredi 05 juin 2013 à la DNCC sur le renforcement du partenariat entre le PNUD et le Ministère du Commerce dans la mise en œuvre du Programme Cadre Intégré.
- Participation à la réunion d'arbitrage du Programme Triennal d'Investissement (PTI 2014-2016) dont la tranche annuelle constitue le Budget 2014 : Le Cadre Intégré a été doté à hauteur d'un milliard 500 millions de FCFA pour l'année 2014 ;
- Appui à l'organisation de la 10^{ème} Edition des Journées Maliennes de la Qualité, tenue du 13 au 14 novembre 2013 à Bamako
- Participation au Forum de discussion pour Experts non-commerciaux sur Pourquoi le commerce dans les stratégies de développement, tenu du 27 au 29 novembre 2013 à Genève en Suisse : Sur invitation de la CNUCED, le Coordinateur National a participé au Forum. A cette occasion, il a fait une présentation.
- Réunion d'examen des TDR de l'étude relative à la formulation d'une stratégie nationale de développement des exportations du Mali, tenue le 9 septembre 2013 à Bamako au ministère du commerce
- Réunion du Comité technique du Projet d'Appui aux Filières Agricoles (PAFA), tenue le 5 décembre 2013 à Bamako.
- Rencontre nationale sur la place des TIC dans le développement rural, du 09 au 10 décembre 2013 à Bamako. Organisée par le Groupe Agriculture et TIC, la rencontre visait à amener les décideurs nationaux et les partenaires à prendre en compte les TIC dans les politiques et programmes de développement rural au Mali.
- Atelier sur l'autoévaluation des besoins prioritaires du Mali en matière de facilitation des échanges, du 09 au 13 décembre 2013 à Bamako.

3.3 Les contraintes de mise en œuvre, les enseignements tirés des réponses apportées à ces contraintes, et les connaissances acquises à partir des évaluations et des études réalisées dans l'année.

Les contraintes de mise en œuvre sont :

- Difficultés dans la mobilisation de la contrepartie nationale;
- Non réalisation de certaines activités programmées pour des contraintes budgétaires ;
- Désaccord sur les procédures de gestion du programme ;
- Lenteur dans le choix du nouveau Facilitateur des donateurs.

Ces contraintes ont eu des conséquences négatives sur la mise en œuvre de certaines activités pertinentes du Projet

Les enseignements tirés :

- la réorganisation des activités programmées sur le Fonds multilatéral ;
- la prolongation du Projet de la Catégorie 1 en mars 2014.

3.4 Les autres faits saillants et les questions transversales pertinentes pour les résultats présentés par le rapport.

Néant

IV- PLAN DE TRAVAIL DE L'ANNEE 2014

Les actions prioritaires prévues pour l'année 2014 :

- Renforcement des capacités du personnel de l'UMOCI et de ses partenaires ;
- Finalisation des travaux d'actualisation de l'Etude Diagnostique pour l'Intégration du Commerce (EDIC) ;
- Mise en œuvre du Projet de la Catégorie 2 : Projet de renforcement des capacités productives et commerciales de la filière gomme arabique au Mali ;
- Evaluation à mi-parcours du Projet de la Catégorie 1 du Cadre Intégré ;
- Réalisation des audits 2011, 2012 et 2013 du Cadre Intégré.

4.2. L'indication de tous ajustements majeurs dans les stratégies, les objectifs ou résultats clés et les réalisations prévues dans le programme de pays

Néant

4.3 L'estimation du budget nécessaire (y compris les déficits de financement majeurs).

Le budget nécessaire pour l'année 2014 s'élève à FCFA supportés par le Fonds multilatéral et le Budget d'Etat.

V- MISE EN OEUVRE FINANCIÈRE

- Budget de l'année 2013: 386 377 634 FCFA (FM et Budget d'Etat)
- Dépenses totales de l'année 2013: 49 972 479 FCFA supportés par le FM. Les montants des paiements directs n'y figurent pas.

Pièce jointe : Cadre du Tableau Synthèse de Rapport pour l'année 2013.